



environmental
defence

Mémoire présenté au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes

*Consultations prébudgétaires en prévision
du budget de 2021*

Le 7 août 2020

Préparé par :

Julia Levin
Gestionnaire du programme Climat et énergie

Kelsey Scarfone
Gestionnaire du programme Eau

Liste des recommandations

Ce mémoire répertorie les recommandations d'Environmental Defence Canada en matière de mesures de redressement et budgétaires pour 2020-2021, portant sur le thème proposé par le Comité, à savoir le rétablissement progressif de l'économie canadienne après la pandémie de COVID-19.

- **Recommandation 1** : Veiller à ce que les dépenses publiques, notamment les mesures de secours, de rétablissement et de relance, ne renforcent pas davantage les subventions au secteur pétrolier, gazier ou pétrochimique ni n'en introduisent de nouvelles. Il s'agit notamment de s'assurer que le soutien à l'hydrogène vise l'hydrogène vert et non bleu.
- **Recommandation 2** : Mettre fin à l'appui assuré par Exportation et développement Canada aux combustibles fossiles (notamment par l'intermédiaire du Compte du Canada) et veiller à ce que sa nouvelle politique en matière de changement climatique harmonise l'ensemble de son portefeuille avec les engagements du Canada vis-à-vis du climat.
- **Recommandation 3** : Investir dans des solutions climatiques qui créeront des emplois et stimuleront l'économie canadienne. Le rétablissement du Canada après la pandémie de COVID-19 est l'occasion pour notre pays d'investir dans des solutions climatiques et de promouvoir la transition vers une économie propre.
- **Recommandation 4** : Investir 1,2 milliard de dollars sur cinq ans pour mettre en œuvre les recommandations du Plan d'action 2020-2030 pour protéger les Grands Lacs et le Saint-Laurent.

De plus, Environmental Defence approuve la présentation et les recommandations formulées par la Coalition du budget vert et l'Institut international du développement durable.

Contexte

La pandémie de COVID-19 a mis en péril les moyens de subsistance de millions de Canadiens, et le gouvernement fédéral prépare des niveaux inégalés de finances publiques en réponse. Étant donné que les mesures de stimulation façonneront notre économie pour les décennies à venir, le gouvernement devrait profiter de cette occasion pour renforcer sa résilience aux crises futures et investir dans une relance propre qui maximise la création d'emplois. Notre réponse à cette crise doit inclure des mesures pour relever les autres défis de taille auxquels nous étions confrontés avant cette crise et qui persisteront une fois qu'elle aura pris fin : la lutte contre le changement climatique, la fin de la pollution plastique, la propreté de notre eau et l'élimination des matières chimiques toxiques des produits que nous utilisons.

Les efforts de rétablissement après cette crise sanitaire et économique soulèvent de nombreux défis, mais sont aussi une occasion importante d'accélérer la transformation de l'infrastructure environnementale, sociale et sanitaire du Canada – en appuyant la façon dont nous travaillons, vivons, voyageons, produisons et utilisons l'énergie, et profitons de nos loisirs – afin de promouvoir un avenir plus sain, plus propre et juste, ainsi qu'un climat stable et des écosystèmes prospères.

Suppression des subventions aux combustibles fossiles

La suppression des subventions aux combustibles fossiles est une étape cruciale pour un avenir sûr pour le climat et la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Le Canada s'est engagé depuis longtemps dans la suppression progressive des subventions inefficaces aux combustibles fossiles dans le cadre du G20. Malgré ces engagements et le solide appui public à cette décision¹, le Canada demeure le plus important fournisseur de subventions à la production de pétrole et de gaz par unité de PIB du G7 et le deuxième fournisseur de fonds publics du G20 pour le pétrole et le gaz². De plus, les progrès réalisés par le Canada dans l'examen par les pairs des subventions du G20 à l'Argentine ont été lents et manquent nettement de transparence³.

¹ Environmental Defence, *#StopFundingFossils: New poll shows Canadians want to end public subsidies for oil and gas companies*, 2018, <https://environmentaldefence.ca/report/stopfundingfossils/>.

² Whitley et coll., *G7 fossil fuel subsidy scorecard*, 2018, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12222.pdf>.

³ Bureau du vérificateur général du Canada, « Printemps 2019 : Rapports de la commissaire à l'environnement et au développement durable au Parlement du Canada », *Rapport 4 : Les subventions non fiscales aux combustibles fossiles – Environnement et changement climatique Canada*, 2019, https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_cesd_201904_04_f_43310.html.

À la suite de la COVID-19, des dirigeants internationaux, comme le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie⁴, ont exhorté les pays à supprimer les subventions aux combustibles fossiles et à placer l'énergie propre au cœur de leurs plans de relance.

La réponse à la COVID-19 nécessite un soutien sans précédent pour les travailleurs des industries comme le secteur pétrolier et gazier, mais ce soutien ne devrait ni introduire ni renforcer des subventions qui entravent notre éloignement urgent des combustibles fossiles. Le rétablissement après la COVID-19 ne doit pas comprendre un soutien public supplémentaire à ce secteur, qui est totalement incompatible avec l'objectif de l'Accord de Paris de limiter la hausse de la température mondiale nettement au-dessous de 2 °C. Il est essentiel que le gouvernement impose des conditions salariales strictes aux pollueurs concernant toute aide à l'assainissement de l'environnement afin de maximiser les emplois et de s'assurer que ce secteur paie pour le nettoyage de ses opérations.

À mesure que le gouvernement déploie sa stratégie nationale sur l'hydrogène, des décisions cruciales doivent être prises quant à la future forme du rôle du Canada dans l'économie émergente de l'hydrogène. Le secteur pétrolier et gazier fait pression pour que les gouvernements investissent dans l'hydrogène bleu dérivé des combustibles fossiles, pour en faire un nouveau marché pour leurs produits à mesure que le monde s'éloigne du pétrole. L'hydrogène bleu émet quand même du carbone. Il n'y aura pas d'autre occasion de transition vers l'hydrogène vert. Les effets du changement climatique s'accroissent à un rythme tel que tout nouvel investissement gouvernemental doit être axé sur la transition rapide vers des systèmes énergétiques sans émission de carbone. En outre, la crise économique découlant de la COVID-19 signifie que la capacité des gouvernements à investir « ultérieurement » dans l'hydrogène vert risque d'être gravement compromise.

Mettre fin au soutien d'Exportation et développement Canada au secteur pétro-gazier

Exportation et développement Canada (EDC) fournit déjà en moyenne près de 14 milliards de dollars en soutien aux compagnies pétrolières et gazières tous les ans⁵. Cette année, la contribution totale d'EDC à ce secteur sera probablement beaucoup plus élevée, compte tenu de son rôle dans la réponse à

⁴ F. Birol, *Put clean energy at the heart of stimulus plans to counter the coronavirus crisis*, 2020, <https://www.iea.org/commentaries/put-clean-energy-at-the-heart-of-stimulus-plans-to-counter-the-coronavirus-crisis>.

⁵ B. Tucker et K. Deangelis, *Still Digging: G20 governments continue to finance the climate crisis*, Oil Change International and Friends of the Earth U.S., 2020, p. 20, <http://priceofoil.org/content/uploads/2020/05/G20-Still-Digging.pdf>.

la COVID-19⁶. Pour activer les programmes actuels et futurs, la *Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19* a apporté des modifications importantes à la législation régissant EDC. Elle a élargi le mandat national de l'organisation et suspendu l'imposition des conditions antérieures à l'égard de ses pouvoirs nationaux. Par ailleurs, elle a majoré de 45 à 90 milliards de dollars le passif total qu'EDC peut engager, ainsi que de 20 à 75 milliards de dollars la limite de responsabilité au titre du Compte du Canada.

Les conditions de ces prêts manquent de clarté; par exemple, on ignore si les entreprises seront tenues de s'aligner sur l'objectif zéro émission du Canada d'ici 2050 ou si les évaluations comprendront l'examen d'exigences plus strictes en matière de pollueurs-payeurs concernant les futurs puits inactifs et le nettoyage des bassins de résidus. Enfin, on en sait peu sur la façon d'évaluer la viabilité économique des entreprises.

De nombreuses entreprises du secteur pétrolier et gazier étaient en difficulté avant la pandémie de COVID-19, et ce secteur dans son ensemble fait face à des risques financiers systémiques qui ont été exacerbés par les récents événements⁷. Garantir des prêts à ces sociétés est une initiative risquée qui menace l'argent des contribuables.

Investir dans des solutions climatiques qui créeront des emplois et stimuleront l'économie canadienne

Le rétablissement du Canada après la COVID est l'occasion pour notre pays d'investir dans des solutions climatiques et de promouvoir la transition vers une économie propre.

Une relance verte est logique sur le plan économique. Les économistes ont [étudié](#) les répercussions de plus de 700 programmes de relance financés dans le monde en réponse à l'effondrement économique de 2008. Ils ont constaté que les projets de relance écologiques créaient plus d'emplois et un meilleur retour sur l'investissement gouvernemental, à court et à long terme⁸. Les fonds de stimulation devraient être destinés à des projets protégeant la santé des Canadiens et favorisant notre transition vers une économie propre.

L'Union européenne a engagé près de 550 milliards d'euros dans des projets verts au cours des sept prochaines années et a placé les mesures en faveur du

⁶ K. Hamilton, J. Levin et B. Tucker, *Le rôle d'Exportation et développement Canada dans le sauvetage du secteur pétrolier et gazier exposé*, 2020, https://d36rd3gki5z3d3.cloudfront.net/wp-content/uploads/2020/07/ExDev_COVID_oil_FR_Juillet-2020.pdf?x41558.

⁷ S. Felt et C. Muffett, Center for International Law, *Pandemic crisis, systemic decline: Why exploiting the COVID-19 crisis will not save the oil, gas, and plastic industries*, 2020, p. 9-10, <https://www.ciel.org/wp-content/uploads/2020/04/Pandemic-Crisis-Systemic-Degradation-April-2020.pdf>.

⁸ <https://www.theguardian.com/environment/2020/may/05/green-stimulus-can-repair-global-economy-and-climate-study-says>.

climat au cœur de ses plans de rétablissement⁹. Le Canada devrait adopter ce type d'investissement.

Il existe de nombreux projets de réduction des émissions de carbone qui créeraient des emplois considérables dans toutes les régions du pays et qui ont besoin d'investissements plus importants. Le gouvernement canadien s'est récemment engagé à aller plus loin dans la lutte contre le changement climatique – la COVID ne devrait pas changer cet engagement. Le Canada devrait investir, entre autres, dans des projets qui créent des emplois, stimulent une économie propre et l'efficacité énergétique, appuient davantage l'énergie renouvelable, promeuvent la construction de transports en commun et de véhicules terrestres électriques.

Investir dans les collectivités en protégeant l'eau douce du Canada

Il existe des preuves irréfutables qu'ajouter une nuance de bleu à une relance verte peut générer d'importants avantages économiques. Investir dans des projets liés à la protection de l'eau douce, à la remise en état du littoral et à l'infrastructure hydraulique peut créer plus d'emplois que les projets de stimulation « traditionnels », à raison de 13 à 17 emplois par million de dollars investis¹⁰. En outre, les données provenant d'une décennie d'investissements dans Great Lakes Restoration Initiative (GLRI) – un programme fédéral financé par les États-Unis, démontrent un impressionnant retour sur investissement de 300 %. Le GLRI coordonne le financement de 15 organismes fédéraux et finance des projets visant à réduire la prolifération des algues qui causent la pollution par le phosphore, à contrôler les espèces envahissantes, à créer et à restaurer les habitats, et à s'attaquer à la contamination toxique des lacs. Les avantages de ces projets ont généré 3 \$ US en activité économique supplémentaire par dollar investi et créé ou soutenu 5 180 emplois par an dans les États des Grands Lacs¹¹. Non seulement les résultats environnementaux s'améliorent pour les lacs, mais les collectivités de la région créent des emplois et des occasions d'affaires, et prospèrent dans un environnement plus sain.

Bien qu'à une bien moindre échelle, les investissements au Canada ont également montré des retombées avantageuses. Par exemple, la restauration du port de Hamilton (Ontario) et l'assainissement de Randle Reef contribuent à l'économie locale jusqu'en 2032. Cela inclut environ 600 millions de dollars pour les entreprises locales, 496 millions de dollars en avantages réalisés par les

⁹ <https://www.reuters.com/article/us-eu-summit-climate-change/eu-makes-worlds-biggest-green-recovery-pledge-but-will-it-hit-the-mark-idUSKCN24N231>.

¹⁰ Edwards et coll., « Investing in nature: Restoring coastal habitat blue infrastructure and green job creation », *Marine policy*, 2013, p. 38, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0308597X12001182>.

¹¹ *Assessing the Investment: The Economic Impact of the Great Lakes Restoration Initiative*, 2018, <https://www.glc.org/wp-content/uploads/GLRI-Project-Summary-Report-20180924.pdf>.

utilisateurs récréatifs du port et 338 millions de dollars en revenus pour le gouvernement fédéral¹².

De plus, les améliorations essentielles apportées à l'infrastructure de l'eau potable et des eaux usées sont d'importants créateurs d'emplois et moteurs économiques. Les avantages de ces améliorations pour l'environnement et la santé humaine incluent notamment, un meilleur accès à l'eau potable, la lutte contre la contamination par la pollution plastique et la réduction des cas de débordements d'égouts unitaires, entraînant ainsi moins de fermetures de plages et de contamination bactériologique. Ce ne sont là que quelques exemples des avantages sociétaux et de stimulation de l'activité économique grâce aux investissements dans l'eau. À cette fin, Environmental Defence appuie les maires des Grands Lacs dans leur appel à des mesures de relance afin d'inclure les investissements dans l'infrastructure hydraulique.

L'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent souligne que chaque nouvel emploi dans l'industrie de l'eau et des eaux usées devrait créer 3,68 emplois supplémentaires dans l'économie nationale, et que chaque million de dollars investi en générera 2,95 en activité économique¹³.

Avec des statistiques impressionnantes et offrant de multiples avantages pour l'environnement et la santé humaine, les investissements dans le domaine de l'eau se sont révélés être des initiatives économiques valables. L'eau potable et les bassins hydrographiques sont essentiels au fonctionnement d'un écosystème et à des collectivités saines. Par conséquent, investir dans la restauration, la protection et l'infrastructure de l'eau constitue une excellente initiative de stimulation. Afin de réaliser le potentiel d'investissement dans l'eau douce, Environnement et Changement climatique Canada devrait mettre en œuvre les recommandations du *Plan d'action 2020-2030 pour protéger les Grands Lacs et le Saint-Laurent* en investissant 1,3 milliard de dollars au cours des cinq prochaines années pour soutenir les quatre priorités clés à savoir, la réduction des éléments nutritifs, la réduction de la contamination bactériologique, l'assainissement des sites toxiques et l'adaptation aux effets du changement climatique¹⁴.

¹² O'Connor et McLaughlin, *Economic Benefits of Remediating Contaminated Sediments at Hamilton Harbour's Randle Reef*, 2019, <http://iaglr.org/aocdocs/CS5-HamiltonHarbour.pdf>.

¹³ GLSLCI, communiqué de presse, juillet 2020, <https://eriemedia.ca/glscli-calls-for-additional-stimulus-efforts-to-include-water-restoration-priorities/>.

¹⁴ *Plan d'action 2020-2030 pour protéger les Grands Lacs et le Saint-Laurent*, <http://www.glfc.org/pubs/pdfs/2020%20Great%20Lakes%20and%20St.%20Lawrence%20Collaborative-FRE-Web.pdf>.